



La **CHU** ette

chu-dijon.fr

#automne
2022

Le MAGAZINE D'INFORMATION du CHU Dijon Bourgogne

Numéro

117



RECHERCHE

TOUT SAVOIR
SUR LES
données
de **santé**

SÉCUR DE LA SANTÉ

Le CHU s'engage pour vous

RENCONTRE

Les manip' radio



DIRECTRICE DE PUBLICATION

> Nadiège Baille
Directrice générale

DIRECTRICE DE PUBLICATION ADJOINTE

> Nathalie Moulène
Directrice de la communication

RÉDACTRICE EN CHEF

> Mélanie Matthey
Chargée de communication et culture

ONT COLLABORÉ À LA RÉDACTION DE CE NUMÉRO

Patrice Bouillot
Anne Dillenseger

CRÉDITS PHOTOS :

CHU Dijon Bourgogne,
Antoine Martel,
BF PRODUCTION

CONCEPTION GRAPHIQUE

> Mazette
(NOÛM PROVISOIRE)

IMPRESSION

CORLET Imprimeur
Imprimé sur papier PEFC

COORDINATION

Direction de la communication
communication@chu-dijon.fr

 @CHUDIJON

 @CHUDijon

 CHU Dijon Bourgogne

 YouTube

www.chu-dijon.fr

La CHUette #117

LE MAGAZINE D'INFORMATION DU CHU DIJON BOURGOGNE

PAGE 2

Sommaire

PAGE 3

Édito

par le Pr Yannick Béjot

PAGE 4

Dernières minutes

PAGE 6

Dossier Recherche

> Tout savoir sur les données de santé

PAGE 12

On vous dit tout

- > Parentalité
- > Ségur de la santé : le CHU s'engage
- > Ségur de la santé : le CHU investit pour le futur
- > Au cœur du centre de planification et d'éducation familiale
- > Des bonnets qui changent la vie
- > Simulation en santé

PAGE 21

Vis ma vie

- > Ces agents qui veillent sur nous
- > Manipulateur de radiologie
- > Atelier mécanique

PAGE 26

On prend soin de vous

> La recette de nos chefs

PAGE 32

Le clin d'œil du moment

Rendez-vous avec

les partenaires du CHU en page 28



Le CHU, acteur majeur de la recherche clinique

J'en suis convaincu : l'exercice d'équilibre entre le soin et la recherche participe à la beauté de notre mission au CHU. Nous sommes tout à la fois engagés au quotidien dans la prise en charge des patients et capables de mener les travaux de recherche qui contribuent à fonder la médecine de demain. Je rappelle volontiers que le soin comme la recherche ont le même objectif – soigner nos patients –, mais avec des temporalités différentes. Tous deux ne se conçoivent pas sans passion. Une passion qui, en matière de recherche, implique une grande patience.

La place des CHU dans la recherche en santé a été confirmée. Je ne peux que m'en réjouir, alors que la directrice générale du CHU m'a confié il y a quelques mois la responsabilité de présider aux destinées de la recherche dans notre établissement. Je me place dans la continuité du travail mené par mon prédécesseur. Pas de révolution, donc, mais une évolution permanente, avec un focus sur quelques sujets comme le renforcement de l'accompagnement de nos équipes de recherche, la poursuite de nos partenariats (avec le Centre Georges-François-Leclerc, le CHU de Besançon, l'Établissement français du sang, l'UFR des Sciences de santé, l'Université, les différents organismes de recherche (Inserm, INRAE, CNRS...), Dijon métropole, la Région, etc.), l'ambition d'aller vers des contrats européens, l'ouverture plus que jamais à la recherche pour les

professionnels paramédicaux de notre hôpital, la conduite de projets fédératifs via des instituts hospitaliers universitaires (IHU)... Et bien sûr la construction de notre stratégie en matière de données de santé qui seront demain, plus encore qu'aujourd'hui, essentielles à la recherche médicale. À ce titre, nous devons finaliser notre entrepôt de données de santé et travailler sur ce sujet avec nos collègues du Grand Est et le projet national Health Data Hub, dans lequel nous devons jouer tout notre rôle en tant que CHU.

Je voudrais enfin, tout en soulignant la qualité de notre délégation à la recherche clinique et à l'innovation (DRCI) et en remerciant Florence Martel pour le travail qu'elle a accompli à sa tête, rappeler l'importance de l'évaluation que va mener cette année le Haut Conseil à l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres). Nous sommes tous mobilisés pour rendre un dossier irréprochable. L'avis que rendra le Hcéres est en effet fondamental pour la reconnaissance de notre rôle dans la recherche clinique en France et au-delà. Nous sommes ravis d'accueillir Madame Audrey Licandro, nouvelle Directrice de la recherche, pour mener à bien cette mission.

Je vous souhaite une bonne lecture de ce nouveau numéro de notre magazine qui, une nouvelle fois, met à l'honneur l'établissement et ses équipes.

PROFESSEUR

Yannick Béjat

Vice-président du Directoire en charge de la recherche

Ce printemps a été marqué par les travaux de construction d'une seconde hélisation sur les toits de l'Hôpital François-Mitterrand. Un chantier perché à 25 mètres de hauteur ! Durant deux week-ends, d'impressionnantes manœuvres d'hélicoptère ont notamment été nécessaires pour

acheminer les matériaux de construction et structures. Chapeau « haut » aux équipes de la Direction des services techniques qui ont coordonné ces opérations avec brio !

Un véritable défi technique qui permettra de disposer de l'hélicoptère du CHU à demeure, au plus près des services d'urgence, et représentera une amélioration notable de la qualité de prise en charge des patients.

UNE 2^E HÉLISTATION AU CHU



Crédit photo ©BF PRODUCTION

“ Sept minutes de gagnées, c'est fondamental en cas d'urgence vitale

Nadiège Baille



REJOIGNEZ LA CHORALE DU CHU !



Vous souhaitez pratiquer une activité ludique alliant sérieux, détente et convivialité ? CHUchotis, le chœur des professionnels de notre établissement, recherche des voix d'hommes et de femmes. Les répétitions se tiennent tous les jeudis de 19h à 21h à l'IFSI.

Plus d'informations auprès de
Robert Maigrot, Président

06 72 11 59 91 / chuchotis@orange.fr

POLLUTION ET INFARCTUS DU MYOCARDE

Soutenus par la Fondation Cœur & Recherche, les travaux issus du projet ENVI-MI sont parus au printemps dans « Scientific Reports », revue du groupe Nature. Ce projet mené en collaboration avec le CHU Besançon et porté par les professeurs Marianne Zeller (Laboratoire PEC2, EA 7460) et Yves Cottin, par ailleurs co-responsables du RICO (observatoire des infarctus de Côte d'Or), s'intéresse à l'impact de la pollution atmosphérique et du bruit sur le risque de récurrence d'infarctus du myocarde.

Aujourd'hui en France, on estime que près de 50 000 décès prématurés par an sont liés directement à la pollution.

L'objectif des recherches menées par l'équipe du RICO est de mieux comprendre les liens existant entre l'infarctus du myocarde et les facteurs de l'exposome, comme la pollution sonore. L'objectif, à terme, est d'améliorer la prévention des maladies cardio-vasculaires qui restent la 2^e cause de mortalité en France. C'est la première étude française de cette ampleur qui étudie ces relations sur une période rétrospective de 7 ans, à partir d'une large base de population (environ 15 communes de l'agglomération dijonnaise). Les résultats de ce travail suggèrent, pour la première fois, une association entre l'exposition au bruit des transports et le risque de maladie cardiovasculaire et soutiennent l'hypothèse d'une sensibilité spécifique des hommes aux effets sanitaires de la pollution sonore.

Félicitations aux équipes pour cette publication !

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le Centre scolaire de l'Hôpital d'enfants permet, chaque année, à des adolescents de passer leurs examens scolaires au CHU. Des surveillants et des examinateurs envoyés par le Rectorat assurent le passage des écrits et des oraux dans des conditions identiques à celles proposées sur les lieux d'examens traditionnels. Entre mai et juin, 12 collégiens et lycéens se sont présentés au Certificat de formation générale (CFG), au Diplôme national du brevet (DNB) et aux épreuves du Baccalauréat (général et professionnel). Signalons également que 5 jeunes ont brillamment obtenu leur Attestation scolaire de sécurité routière (ASSR).

102 MÉDAILLÉS

La traditionnelle cérémonie des médailles d'honneur régionales, départementales et communales s'est tenue le 10 juin dernier dans les locaux du Campus paramédical. Nathalie Koenders, adjointe et représentante du Maire de Dijon, et Nadiège Baillet ont rendu un hommage appuyé au 102 professionnels concernés, saluant leur engagement de longue date - de 20 à plus de 35 années au service du CHU et de l'ensemble de ses patients.



TOUT SAVOIR SUR LES

données de santé



LA COLLECTE, LE TRAITEMENT ET LE STOCKAGE DES DONNÉES DE SANTÉ CONSTITUENT UN ENJEU MAJEUR POUR LA RECHERCHE AU CHU. FORT DE SON EXPÉRIENCE EN MATIÈRE DE REGISTRES ET DU HAUT NIVEAU DE COMPÉTENCES DE SES ÉQUIPES SPÉCIALISÉES, L'HÔPITAL S'ENGAGE DANS UN PROJET D'ENTREPÔT DE DONNÉES DE SANTÉ, INDISPENSABLE À L'AVENIR DE SON ACTIVITÉ ET AUX TRAVAUX QU'IL MÈNERA EN PARTENARIAT AVEC D'AUTRES ÉTABLISSEMENTS.

« **U**n large pan de notre activité de recherche doit s'adosser aux données de santé, qui permettent de travailler sur de grandes cohortes de patients pour poser des questions scientifiques à très grande échelle. »

L'enjeu est posé par le professeur Alain Bonnin, président de la Commission médicale d'établissement du CHU. À l'heure actuelle, les données sont enregistrées via des logiciels différents et dispersées dans des bases différentes, qui ne savent pas communiquer entre elles. Pour faire simple, imaginez que, dans une base, la taille est donnée en centimètres et, dans une autre, en mètres : impossible de comparer ou de compiler les données sans avoir, au

préalable, « appris » aux bases à parler le même langage. C'est tout l'intérêt de l'entrepôt de données de santé (EDS) dont va se doter le CHU (lire notre article, page 11).

La question de la collecte et du traitement des données de santé n'est pas récente. Rappelons par exemple que le CHU Dijon Bourgogne s'est engagé dans le dossier médical patient (DMP) depuis 2012, dispositif très encadré destiné notamment à fluidifier les relations entre les professionnels de ville et hospitaliers. Les données du CHU, comme celles de tous les hôpitaux français, sont intégrées au système national des données de santé (SNDS), la plus considérable base de données

de santé au monde, qui contient les informations relatives à toute la consommation de santé et par conséquent à l'état de santé des 67 millions de Français. **« Nous avons une forte expertise sur les registres, notre Département d'information médicale (Dim) peut se prévaloir d'être particulièrement pointu. »**

Anne-Sophie Mariet, au côté du professeur

Catherine Quantin, est l'une des meilleures spécialistes en France du chaînage des données : nous sommes l'un des CHU les mieux armés pour développer la recherche sur les données, d'autant que nous bénéficions, de surcroît, de l'expertise de l'université de Bourgogne et d'écoles d'ingénieurs situées juste à côté de nous », assure Alain Bonnin.

LE REGISTRE DIJONNAIS DES AVC,

37 ans déjà

Pas moins de 11 000 événements ont été recensés depuis la création du registre dijonnais des AVC, qui reste l'un des seuls du genre en France.

Créé en 1985 par le professeur Maurice Giroud, le registre dijonnais des AVC est, et reste le seul en France jusqu'en 2008 – depuis, les hôpitaux de Lille et de Brest ont lancé les leurs, avec lesquels un consortium est en place. **« Dans ce registre sont recensés tous les cas d'accidents vasculaires cérébraux (AVC) – hémorragies cérébrales, infarctus cérébraux, hémorragies méningées – ainsi que les accidents ischémiques transitoires (AIT) survenus chez des personnes habitant à Dijon »**, rappelle le professeur Yannick Béjot, chef du service de neurologie mais également vice-président du directoire du CHU en charge de la recherche. Chaque année, environ 400 événements sont répertoriés, soit 11 000 au total. **« La qualité et l'ancienneté de ce registre ont par exemple permis de montrer, pour la première fois dans le monde, que le nombre de cas progresse chez les moins de 55 ans depuis une vingtaine d'années. La complétude des informations permet aussi de mener des études alliant AVC et données socio-économiques, montrant qu'il existe des différences d'occurrence selon les quartiers. »**

UN TRAVAIL MÉTICULEUX POUR TENIR LE REGISTRE À JOUR

La tenue de ce registre est l'affaire d'une équipe de cinq personnes, basée à la faculté de médecine : Florence Pellerin, Amandine Konczewski et Nasmati Daouda, techniciennes d'études cliniques, Nathalie Mielle, infirmière, et Patrice Antoine, data manager. et accompagnée de deux médecins : le professeur Yannick Béjot et le docteur Gauthier Duloquin. Une équipe qui réalise un travail méticuleux pour collecter les informations mais surtout assurer le suivi des patients concernés – un contact à 3 à 6 mois, puis 1 an et, depuis janvier 2021 dans le cadre du programme Disco, 5 ans et 10 ans. **« Il est difficile d'aller chercher ces informations, souligne Nathalie Mielle. Cela demande du temps, de la patience et de la persévérance » « Les sources d'information sont multiples (médecins de ville, centres d'imagerie privés...), ce qui complique aussi la tâche »**, ajoute Florence Pellerin. Mais ce travail revêt un intérêt majeur pour la recherche. **« Grâce aux statistiques, on a prouvé par exemple l'efficacité de la thrombolysse et de la thrombectomie, explique Nathalie Mielle. C'est un argument qui nous permet souvent de convaincre les plus récalcitrants à nous répondre. »**

Cancers digestifs :

UN ACTEUR MAJEUR DU DÉPISTAGE DU CANCER COLORECTAL EN FRANCE

Le registre Bourguignon des cancers digestifs est un outil précieux pour la veille sanitaire et la recherche.



De gauche à droite :
Alexandra Morey, Valérie Jooste

Enregistrer et documenter tous les cas de cancers digestifs survenant en Côte-d'Or et en Saône-et-Loire : c'est l'objectif du registre créé en 1976 par le professeur Jean Faivre et aujourd'hui dirigé par Anne-Marie Bouvier, médecin épidémiologiste, directrice de recherche à l'Inserm. Un registre géré au quotidien par une équipe de six personnes. En 46 ans, 60 000 événements ont été enregistrés, soit environ 1 600 cas annuels. **« L'une des exigences de ce registre, c'est son exhaustivité, souligne Valérie Jooste, chercheuse hospitalière. Nous collectons les informations auprès des laboratoires d'anatomopathologie, des hôpitaux publics et privés de la région, de l'assurance maladie ou du programme de médicalisation des systèmes d'information (PMSI). Nous validons la base de données à partir des dossiers médicaux, en particulier l'exhaustivité, qui doit être irréprochable. »** **« La mise à jour du fichier se fait au jour le jour, grâce à des sources comme les comptes-rendus des réunions de concertation pluridisciplinaires »,** ajoute Alexandra Morey, technicienne d'études cliniques chargée du recueil et de la synthèse des données.

LE REGISTRE CONCOURT À L'AMÉLIORATION DES STRATÉGIES THÉRAPEUTIQUES

Le registre est un outil précieux pour effectuer une veille sanitaire et pour mener des programmes de recherche. **« On a pu montrer que la chimio et la radiothérapie étaient souvent aussi bien tolérées chez les plus de 70 ans que sur les patients plus jeunes, ce qui a permis de faire évoluer les pratiques »,** explique Valérie Jooste. Si le « fait d'arme » le plus connu de ce registre est sa contribution majeure à la mise en place du dépistage du cancer colorectal en 2000, son rôle dans la mise en place du droit à l'oubli est nationalement reconnu : **« Nous avons prouvé, dans le cadre d'un programme de recherche soutenu par l'Institut National du Cancer et mené en collaboration avec le registre**

des cancers de l'Isère et le service de biostatistiques des Hospices Civils de Lyon, que le risque de décéder du cancer diminue avec les années jusqu'à devenir identique à celui de la population générale, ce qui a contribué à faire inscrire

le droit à l'oubli dans la loi : les anciens patients, qui n'ont plus à faire état de leur maladie 5 ans après sa prise en charge quand ils sollicitent un prêt bancaire, ont vu leur vie s'améliorer grâce à cette avancée juridique ».

Le Rehmco

OUTIL PRÉCIEUX POUR LA **SANTÉ PUBLIQUE**



Le registre des hémopathies malignes de Côte-d'Or collecte les données relatives aux maladies malignes du sang touchant les habitants du département.

Le registre des hémopathies malignes de Côte-d'Or (Rehmco) a été créé en 1980, ce qui en fait le deuxième registre ouvert au CHU. **« Son objectif, rappelle le professeur Marc Maynadié qui le dirige : enregistrer toutes les informations sur tous les cas de maladies malignes du sang affectant la population de Côte-d'Or, quel que soit le lieu de traitement. Nous prenons en compte environ 80 types de pathologies. »** En 42 ans, 18 000 cas ont été enregistrés, ce qui représente 400 à 500 événements par an – un nombre en légère évolution. Les informations sont recueillies

après des laboratoires de biologie médicale et des laboratoires d'anatomie-pathologie de Côte-d'Or ainsi que des départements voisins, mais aussi du programme de médicalisation des systèmes d'information (PMSI). Pour nourrir et actualiser cette base de données, une équipe de cinq personnes est nécessaire, composée de deux attachés de recherche clinique, d'un ingénieur en biostatistiques et d'un data manager. Les patients sont informés du fait que leur maladie est enregistrée par le registre, ce qu'ils peuvent refuser – mais les refus sont très rares, précise le professeur.

UN ENJEU POUR LES NOUVELLES THÉRAPIES

« *L'intérêt majeur de ce genre de registre est de fournir des données complètes aux autorités de santé afin de calibrer l'offre de soins*, explique Marc Maynadié. *À la différence d'une étude clinique, qui ne porte que sur un petit nombre de patients, notre registre prétend à l'exhaustivité, c'est ce qui lui confère sa force.* » On peut ainsi, à l'appui de cette méga base de données, étudier

l'impact d'une nouvelle molécule sur les chances de survie. On peut regarder de près si les recommandations sont suivies. Et l'on peut étudier les raisons pour lesquelles le nombre de cas évolue : **« On s'est intéressé par exemple à une augmentation du nombre de lymphomes constatée au début des années 1990, en combinant des facteurs comme le tabagisme et la génétique ».**

Le DIM

AU CŒUR DE LA PRODUCTION DE DONNÉES

Le département d'information médicale est à la fois producteur des données de santé au CHU et le service permettant le traitement des données médico-administratives dans le cadre de programmes de recherche épidémiologique.

La production de données, c'est d'abord une question de financement. Le département d'information médicale (DIM), du service biostatistiques et information médicale du CHU, produit les données du programme de médicalisation des systèmes d'information (PMSI) pour tout l'établissement, en lien avec les services cliniques et l'administration de l'hôpital. Ces données sont ensuite transmises à l'Agence technique pour l'information de l'hospitalisation (ATIH), au ministère de la Santé, et serviront de base pour la tarification à l'activité. C'est là la première mission de ce service dirigé par le professeur Catherine Quantin. Une deuxième unité de ce service joue également un rôle important en matière de recherche. **« Les données du PMSI et celles issues des actes de la médecine de ville enregistrées dans le système national d'information inter-régimes de l'assurance maladie (Sniiram) sont intégrées dans le système national des données de santé (SNDS), auquel nous pouvons avoir accès pour conduire des programmes de recherche »**, explique Anne-Sophie Mariet, médecin DIM et maître de conférence des universités - praticien hospitalier

en biostatistiques. Un accès qui n'est ouvert qu'à la condition de définir un protocole de recherche strict, qui sera validé par le Comité éthique et scientifique pour les recherches, les études et les évaluations dans le domaine de la santé (CESREES) puis la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Après mise à disposition des données par la CNAM sur une plateforme sécurisée, les 4 ingénieurs de l'unité recherche en assurent le traitement. Exemple récent de projet de recherche : à l'initiative des professeurs Quantin, Piroth (infectiologie) et Bonniaud (pneumologie), l'exploitation des données du PMSI relatives aux admissions dans les hôpitaux pour Covid en mars et avril 2020 et pour grippe entre décembre 2018 et février 2019 a permis de révéler la gravité particulière de la Covid-19 par rapport à la grippe saisonnière. Autre exemple, dans le domaine de l'ophtalmologie avec le professeur Creuzot-Garcher : l'analyse de millions de lignes de données concernant des patients ayant reçu une injection intra-vitréenne pour évaluer le risque d'une complication infectieuse très rare après l'injection, l'endophtalmie.

Les entrepôts de demain

Le CHU construit actuellement son entrepôt de données de santé et coopère avec d'autres hôpitaux de l'Est de la France pour construire un réseau d'échanges de données.

Igor Marcout est informaticien et data analyste, chef du projet entrepôt de données de santé (EDS) au sein de la Direction des systèmes d'information (DSI). **« Nos données sont actuellement stockées en silo. L'EDS permettra de créer du lien entre elles et de leur donner du sens. »** Plus facile à dire qu'à faire. **« C'est un travail de longue haleine, qui nécessitera plusieurs années »**, prévient Igor Marcout. Car tout est à inventer ou presque. Certains CHU (Bordeaux, Rennes, Grenoble...) ont démarré avant Dijon, ce qui permet de tirer bénéfice de leur expérience. Mais la méthodologie dijonnaise reste à construire, bien des questions doivent trouver réponse et l'élaboration du projet doit se faire avec un luxe de précautions tant les enjeux de sécurité, de confidentialité ou encore de sauvegarde des données sont stratégiques.

UN ENJEU POUR LES NOUVELLES THÉRAPIES

L'un des enjeux auxquels il faut également être attentif, c'est la nécessité d'être « compatible » avec les EDS que les autres hôpitaux français sont en train de bâtir. **« Nous travaillons avec les hôpitaux de Besançon, Strasbourg, Nancy, Metz et Reims dans le cadre du réseau Paysage (Plateforme d'accessibilité et d'intelligence des données de santé du groupement de coopération sanitaire du Grand Est) pour constituer un entrepôt interrégional de données de santé »**, explique Melchior de Giraud d'Agay, médecin au département d'information médicale (Dim) du CHU. Et là aussi, des questions sont à résoudre : **« Par exemple, quelles seront les modalités de transport des données ? Comment organise-t-on les données ? Sous quel format ? Quels seront les droits appliqués à ces données ?... »** On le comprend bien : l'enjeu est de simplifier l'accès aux données pour faciliter la conduite de projets de recherche. Un autre enjeu est de s'inscrire dans le cadre du projet national Health Data Hub, méta-entrepôt de données qui autorisera les recherches à très grande échelle ainsi que le souligne le professeur Alain Bonnin, président de la Commission médicale d'établissement du CHU. L'ampleur du volume de données rendra probablement utile le recours à l'intelligence artificielle. Et là, notre CHU a de l'avance puisqu'il a été le premier en France à recruter un spécialiste du sujet.



Le président de la CME le rappelle volontiers : la question des données de santé est donc un enjeu majeur pour la recherche et par conséquent pour la pratique médicale. C'est la raison pour laquelle ce sujet concerne bien l'ensemble de la communauté hospitalière.

EREBIA - pour Entrepôt pour la REcherche, la BI* et l'Intelligence Artificielle -, c'est le nom du nouvel EDS du CHU. Il s'agit également du nom d'un magnifique papillon des montagnes.

* BI pour Business Intelligence (informatique décisionnelle)

Parentalité

PRENDRE EN CHARGE
DES NOUVEAU-NÉS,
C'EST ÉGALEMENT
PRENDRE EN CHARGE
LEURS PARENTS.
L'OUVERTURE RÉCENTE
D'UNE SALLE
D'ACCOMPAGNEMENT
À LA PARENTALITÉ
S'INSCRIT PLEINEMENT
DANS LA CONTINUITÉ DE
CETTE DÉMARCHE,
QUI EST DÉVELOPPÉE
DEPUIS PLUSIEURS
ANNÉES DÉJÀ PAR LE
SERVICE DE MÉDECINE
NÉONATALE ET SOINS
INTENSIFS NÉONATALS.



Renforcer la présence des parents auprès de leur(s) nouveau-né(s) durant une période d'hospitalisation est essentiel. Leur intégration dans les soins est même devenue indispensable : ils sont la source principale de soutien et de réconfort pour leur enfant. La prise en charge parentale apparaît également comme un enjeu de taille, pour leur permettre d'être autonomes avec leur(s) bébé(s) avant même le retour à domicile. C'est en ce sens que les équipes du service de médecine néonatale et soins intensifs néonataux ont œuvré pour la création d'une salle d'accompagnement à la parentalité au cœur même de l'unité. **Au sein de cet espace dédié, les parents peuvent bénéficier d'une prise en charge par les professionnels de santé : séances de partage, ateliers... pour tout savoir sur les bonnes pratiques à adopter et garantir la continuité des soins après leur départ du service.** C'est en présence de Messieurs Genet et Putois, présidents du Rotary Dijon Ducs de Bourgogne pour les années 2021 et 2022 que Lucie Ligier, directrice générale adjointe, et le Docteur Denis Semama, chef du service de pédiatrie néonatale et réanimations, ont inauguré cette salle le 29 juin dernier.

Le club service a en effet apporté son soutien à hauteur de 4 537 € pour permettre l'ouverture de ce nouvel espace.

Le CHU remercie également Maude Edwige Liotard, illustratrice qui a généreusement offert quelques-unes de ses créations, apportant une touche encore plus chaleureuse au lieu.

SÉCUR DE LA SANTÉ

Le CHU s'engage

DANS LA FOULÉE DE LA SIGNATURE NATIONALE DU SÉCUR DE LA SANTÉ, LE CHU A OUVERT DES NÉGOCIATIONS AVEC LES ORGANISATIONS SYNDICALES, QUI ONT DÉBOUCHÉ SUR LA SIGNATURE D'UN ACCORD MAJORITAIRE QUI PRÉVOIT DES MESURES EN TERMES D'ATTRACTIVITÉ, DE VALORISATION FINANCIÈRE ET DE TEMPS DE TRAVAIL.



L'accord signé au terme du Sécure de la santé, en juillet 2020, prévoyait que certaines mesures devraient faire l'objet de discussions menées localement, dans chaque établissement de santé. Le CHU Dijon Bourgogne s'est aussitôt emparé du sujet, ouvrant une conférence sociale avec les organisations représentatives. Plus de trente heures de discussion ont été nécessaires pour aboutir à l'accord signé le 22 mars dernier entre la direction générale du CHU d'une part, la CFDT et le syndicat Acteurs Santé-CFE-CGC-SNSH d'autre part. Cet accord figure parmi les premiers du genre signés en France. **« Cela est dû au fait que notre CHU a été l'un des plus touchés par la Covid-19, rappelle Romain Fischer, directeur des ressources humaines. Les mesures prises dans le cadre de cet accord ont pour objectif, notamment, de valoriser l'engagement des professionnels pendant la crise, d'éviter des départs dans nos effectifs et de résorber certaines tensions dans nos services. »** Le coût total de ces mesures est évalué à 15 millions d'euros sur trois ans, dont la moitié financée par le CHU.



UNE RECONNAISSANCE DE L'ENGAGEMENT DES PERSONNELS DANS LA CRISE

La mesure-phare est la titularisation de 550 contractuels d'ici le premier semestre 2023.

« Cette mesure constitue, alors que nous sortons de la crise sanitaire, une reconnaissance de la participation de toutes et de tous et une mesure d'équité entre les différentes catégories professionnelles », souligne Romain Fischer. La titularisation concerne, cette année, les soignants contractuels ayant plus de trois ans d'ancienneté ; début 2023, elle inclura tous ceux ayant plus de deux ans d'ancienneté. Les personnels administratifs et techniques de catégorie C sont également concernés. Les infirmiers ayant moins de deux ans d'ancienneté toucheront une prime d'engagement de 800 euros.



DES INCITATIONS À S'ENGAGER POUR LES PERSONNELS

La mesure principale est la création d'une prime d'engagement pour les agents qui se sont mobilisés en faveur d'un projet collectif au sein de leur service. Pour obtenir cette prime, la présentation de leur projet sera nécessaire.

La cohésion et la logique de travail d'équipe seront récompensées par une prime de 300 ou de 600 euros.

1 000 à 2 000 agents pourront en bénéficier chaque année. Autre mesure figurant dans l'accord : le déploiement d'un forfait mobilité durable pour les agents venant travailler à vélo.



DES MESURES POUR FAVORISER L'AGILITÉ DES ORGANISATIONS

Il s'agit d'assouplir l'organisation du travail dans les services, dans le respect des conditions de travail des agents. **La réduction du repos quotidien de 12 à 11 heures sera ainsi possible, sur la base du volontariat.** Cette modification du fonctionnement des plannings permet de concentrer l'activité sur une partie de la semaine pour bénéficier de journées de repos regroupées sur l'autre partie. L'accord fixe également les conditions dans lesquelles un service peut passer sur une organisation de travail en 12h et les modalités de suivi de cet horaire dérogatoire pour en limiter les effets négatifs (suivi santé au travail, organisation des transmissions, etc.).



POUR L'AMÉLIORATION DE L'ATTRACTIVITÉ DE NOS MÉTIERS

Le budget des études promotionnelles est augmenté de 200 000 euros par an pendant trois ans, ce qui permettra de financer des formations supplémentaires pour des personnels reprenant leurs études.

« Cette mesure renforce les perspectives offertes à nos collaborateurs », souligne Romain Fischer. L'accord prévoit également, pour les métiers en tension – infirmier et infirmier de bloc opératoire, manipulateur et technicien radio, assistant de régulation médicale... –, la revalorisation des heures supplémentaires. Selon les métiers, le coefficient passera de 1,25 à 1,63 ou à 1,88.

INVESTISSEMENT AU

Quotidien

En 2021, dans le cadre du Ségur de la santé, une enveloppe de 1,6 M€ a été consacrée pour répondre aux besoins courants des hospitaliers. Elle a permis la réalisation :

- *de projets transversaux concernant les conditions de travail de l'ensemble des professionnels,*
- *d'achats au sein des pôles pour améliorer le quotidien du travail et de la prise en charge des patients.*

Le recensement des besoins s'est fait avec les professionnels de chacun des services et le budget délégué a permis de financer toutes les demandes prioritaires identifiées par les pôles.

54 % des investissements ont concerné des demandes permettant l'amélioration des conditions de travail. Certains services ont également profité de ces budgets pour expérimenter des innovations dans les organisations ou les prises en charge des patients. Des projets transversaux du projet social ont également pu être réalisés grâce à cette enveloppe.



SÉGUR DE LA SANTÉ

Le CHU investit pour le futur

PLUS DE 76 MILLIONS D'EUROS, C'EST L'ENVELOPPE DONT LE CHU A PU BÉNÉFICIER DANS LE CADRE DU SÉGUR DE LA SANTÉ POUR LANCER OU ACCÉLÉRER DES PROJETS DE MODERNISATION DE SES ÉQUIPEMENTS.

En 2020, le Ségur de la santé a été un moment historique pour le système de santé français. Au terme de la concertation menée, le Gouvernement s'est notamment engagé dans une politique d'investissement et de financement massive au service de la qualité des soins. La somme conséquente allouée au CHU a été fléchée sur plusieurs projets stratégiques. Focus sur certains d'entre eux...

RÉHABILITATION ET HUMANISATION DE L'HÔPITAL D'ENFANTS

Vaste chantier lancé depuis le milieu des années 2010, la modernisation des services pédiatriques du CHU doit encore se poursuivre. Construit en 1974, le bâtiment ne répond plus aux normes de prise en charge des jeunes patients et d'accueil de leurs parents. Les enjeux ? **Rassembler les**

activités ambulatoires, relocaliser la pédo-psychiatrie dans un environnement adapté, améliorer les conditions de travail des professionnels, offrir des services pilotes connectés. Un vrai défi pour ces travaux qui sont réalisés sur 8 niveaux et en site occupé.



SÉCURISATION DES PARCOURS SPÉCIFIQUES DES URGENCES

C'est un complexe architectural moderne, sur 4 niveaux, spacieux et privilégiant les chambres individuelles, qui est en cours de construction à proximité des Urgences. Le projet s'appuie sur une organisation robuste, répondant aux besoins de santé territoriaux malgré un contexte démographique défavorable. Il améliorera les parcours patient et l'accès au plateau technique de recours, dans le cadre des référentiels qualité

des sociétés savantes. Un projet phare pour le CHU qui s'inscrit par ailleurs dans les critères de la haute qualité environnementale. **Le projet a été dessiné pour mieux dimensionner le secteur des urgences face à une demande croissante des soins, pour moderniser les conditions de travail des professionnels et maintenir une prise en charge optimale des patients.**

UNE RÉPONSE À LA DEMANDE CROISSANTE DU TERRITOIRE

Pour permettre la réorganisation de plusieurs spécialités médicales et chirurgicales, trois nouvelles unités d'hospitalisation ont été construites fin 2021 sur les terrasses des redans nord de l'hôpital François-Mitterrand :

- une unité d'ORL-CMF-odontologie de 29 lits
- une unité de 8 lits de soins intensifs d'hépatogastro-entérologie
- l'agrandissement de la consultation d'endocrinologie-hépatogastro-entérologie.

Au total, la nouvelle structure en bois écologique abrite 46 lits nouvellement créés. Défi relevé ! Le CHU a augmenté son offre de soins de médecine et de chirurgie. Il propose désormais des soins intensifs aux patients d'hépatogastro-entérologie et l'établissement a amélioré le confort d'hébergement des patients et les conditions de travail des professionnels.

Parmi les autres projets immobiliers accélérés grâce à l'enveloppe dite Ségur figurent la mise aux normes des bâtiments d'Ehpad, la création d'une salle multimodale ou encore l'emblématique projet ReadapPTIC.

AU CŒUR DU CENTRE DE PLANIFICATION ET D'ÉDUCATION FAMILIALE

LE CENTRE DE PLANIFICATION ET D'ÉDUCATION FAMILIALE ACCUEILLE DES PUBLICS EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ POUR TOUTES QUESTIONS RELATIVES À LA MAÎTRISE DE LA FÉCONDITÉ, LE SUIVI DE GROSSESSE, LES ENTRETIENS PRÉALABLES À UNE IVG, MAIS AUSSI POUR DU CONSEIL FAMILIAL OU CONJUGAL.

Un long couloir à l'entrée de la maternité mène au centre de planification et d'éducation familiale (CPEF). Dans ce service créé en 1975, lié au Département par une convention, travaillent le docteur Catherine Tisserand, médecin de PMI (protection maternelle et infantile), Élisabeth Denis, sage-femme, Christine Vanesse, conseillère conjugale et familiale, et Marion Tosoni, secrétaire.

« Notre cœur de métier, ce sont les consultations médicales relatives à la maîtrise de la fécondité, pour les majeures comme les mineures », explique Élisabeth Denis.

Le CPEF remplit une véritable mission de service public : les consultations y sont totalement gratuites. **« Nous accueillons des femmes qui ont besoin d'informations, de contraception, parfois d'un suivi de grossesse, des jeunes filles qui débutent leur vie sexuelle, des femmes fragiles, isolées, marginalisées ou en situation irrégulière. »** En parfaite confidentialité, les patientes peuvent bénéficier d'un examen gynécologique, parler infections sexuellement transmissibles, prévention, dépistage... L'an dernier, le centre a réalisé 1 682 consultations médicales, dont les trois quarts étaient des suivis de grossesse.

DES SÉANCES HORS-LES-MURS

« Un volet important de notre mission, ce sont les entretiens préalables à une IVG, ajoute Christine Vanesse. **L'entretien permet aux personnes qui le souhaitent d'être écoutées, se sentir soutenues et rassurées même s'il n'est plus obligatoire pour les majeures depuis 2001. Nous les accompagnons, nous les rassurons. »** Des couples prennent contact avec le secrétariat du service, pour bénéficier d'une écoute parce qu'ils connaissent une situation de crise ou de séparation. **« Nous leur proposons des séances d'une heure, gratuites et confidentielles ».** Notre conseillère conjugale et familiale, qui a animé 372 séances l'an dernier, se rend souvent dans des collèges, des établissements d'aide par le travail, des missions locales, pour animer des séances d'information et de prévention sur la sexualité et la vie affective. **« Je réponds sans tabou à toutes les questions : pornographie, pratiques sexuelles, orientation sexuelle, questions relatives au corps... »** Autant de rendez-vous extérieurs qui relèvent d'une précieuse mission de service public.

DES BONNETS QUI CHANGENT LA VIE

Offrir aux femmes subissant une chimiothérapie un bonnet original, créé à la main par des bénévoles : c'est l'idée qu'a eue Hanane Rouies, infirmière rattachée à l'unité médicale ambulatoire cancérologie (Umac). **« En juillet 2020, j'entends parler du challenge Bonnets roses, explique-t-elle. J'ai trouvé le concept excellent mais il était limité aux femmes traitées pour un cancer du sein. J'ai souhaité proposer des bonnets à toutes les patientes en chimio. »** Hanane Rouies, qui sait coudre, trouve un patron. Elle rassemble des copines. Et c'est parti : en un après-midi de novembre 2020, la petite équipe « La passion de nos grands-mères » composée de 11 bénévoles, fabrique... 90 bonnets, qui seront proposés pour les fêtes. Pour produire plus, Hanane Rouies propose aux élèves de la filière mode du lycée Le Castel de la rejoindre. En novembre 2021, les jeunes couturières créeront de leur côté 48 bonnets, qui s'ajouteront aux 136 de l'infirmière et de ses amies, sans compter sur les 31 bonnets fabriqués par une autre dame, séduite par cette initiative généreuse. Soit un total de 215 bonnets – un seul modèle, dans des matériaux doux et agréables à porter comme le coton ou le jersey, mais des styles différents : uni, flashy, avec des motifs... Ce projet n'aurait pu voir le jour sans le soutien de Virginie Cantonnet Casagrande, fondatrice de l'association PREMAT ET MOI.

DES BONNETS GRATUITS

« C'est une très belle initiative, portée avec une énergie incroyable par des professionnels de santé sur leur temps personnel, s'enthousiasme Nathalie Dal Borgo, cadre de santé à l'Umac. Ces bonnets, qui contribuent à améliorer la qualité de vie des patientes, constituent une solution pour les femmes qui n'ont pas les moyens de s'en acheter dans le commerce, où ils sont généralement chers. » En l'occurrence, les bonnets sont proposés gratuitement aux patientes. L'an dernier, une partie d'entre eux a été offerte à des patientes en hospitalisation

complète et en oncopédiatrie.

Cette année, précise Hanane Rouies, **« l'opération est renouvelée autour du même noyau de bénévoles » :**

une nouvelle série de bonnets sera bien fabriquée.



Simulation en santé

DE NOUVEAUX **LOCAUX**

LE 15 JUIN DERNIER, NADIÈGE BAILLE, DIRECTRICE GÉNÉRALE, ET LE PROFESSEUR MARC MAYNADIÉ, DOYEN DES FACULTÉS DE L'UFR DES SCIENCES DE SANTÉ, ONT INAUGURÉ LES NOUVEAUX LOCAUX DU CENTRE DE SIMULATION EN SANTÉ.

Depuis sa création il y a un peu plus de 10 ans, ce centre de formation a œuvré pour défendre un leitmotiv : « **Plus jamais la première fois sur le patient !** ». L'apprentissage théorique durant les études des professionnels de santé ou tout au long de leur carrière, combiné aux stages pratiques, n'est pas suffisant pour permettre une bonne maîtrise des gestes techniques et surtout du travail en équipe. C'est là qu'intervient l'enseignement par la simulation, qui a aujourd'hui largement fait ses preuves et dont les bénéfices sont reconnus par tous.

Après dix années de service, le déménagement du centre était devenu nécessaire - en tout premier lieu pour augmenter l'offre de formation, l'activité ne cessant d'augmenter chaque année. La formation par simulation se démocratise dans les écoles des professionnels de la santé, mais également dans le parcours de formation continue des professionnels actifs. En 2021, 1 500 apprenants ont ainsi bénéficié d'une formation par simulation au sein du Centre de Simulation en Santé Dijon-Bourgogne, pour un total de 400 sessions. Plus modernes et plus confortables, les nouveaux locaux permettent de tripler la surface de formation avec : 3 salles de simulation/debriefing pleine échelle, 2 salles de simulation procédurale, 6 salles de simulation numérique, un lieu de stockage de taille adaptée et des bureaux pour les formateurs.



AU SEIN DES ÉQUIPES DE SÉCURITÉ DU CHU, VOICI LES AGENTS CHARGÉS DE LA SÛRETÉ. CE SONT LES HOMMES EN NOIR DONT LA MISSION CONSISTE À LA FOIS À DISSUADER, À RASSURER MAIS AUSSI PARFOIS À INTERVENIR DANS DES CONDITIONS DÉLICATES.

Ces agents qui veillent sur nous

« Nos journées ne se ressemblent pas. Certaines sont calmes, d'autres très dures. »

Sébastien Misset, ancien pompier militaire à la sécurité civile à Brignoles, travaille au CHU depuis 2012 et Éric Broquet, ancien agent de sécurité dans un centre commercial, depuis 2001. Autant dire qu'ils connaissent l'hôpital François-Mitterrand par cœur. Depuis 2019, l'équipe chargée de la sécurité a été scindée

entre la sécurité incendie - 25 personnes - et la sécurité sûreté - 7 agents portant gilet pare-balles et gants d'intervention anti-coupures. Ils ont tous deux choisi d'être des « hommes en noir » plutôt qu'en rouge ! « **Notre domaine d'intervention, ce sont les malveillances, les agressions, la protection des biens et des personnes. Nous faisons de la gestion de conflit quand c'est nécessaire car, malheureusement, les violences de la société s'invitent à l'hôpital. Il n'est pas rare que des gens viennent avec des cutters ou des crans d'arrêt, voire un pistolet comme c'est arrivé en septembre 2021. Au quotidien, nous assurons une présence rassurante, en particulier dans les halls. Nous renseignons souvent les visiteurs, cela fait partie aussi de notre mission.** »

« APPELEZ-NOUS ! ☎ »

Les agents de sécurité sûreté accompagnent aussi les policiers ou les personnels pénitentiaires quand ils amènent un détenu à l'hôpital. Ils interviennent quand se produit un vol, mènent les recherches quand un patient est « porté disparu ». Ils participent à la sécurisation du site pendant les visites officielles. « **Notre mission est finalement très variée. Elle se caractérise par une grande proximité avec l'ensemble des personnels du CHU, qui apprécie notre présence.** » Sébastien Misset et Éric Broquet en profitent pour glisser qu'il ne faut pas hésiter à faire appel à eux si survient le moindre problème : « **Nous sommes formés pour tenter de désamorcer les conflits, il ne faut pas que nos personnels prennent de risques** ». Ni policiers ni cow-boys, les agents de sécurité sûreté sont habilités à se saisir d'une personne violente et répondent présents très vite en cas d'incident.





MANIPULATEUR DE

radiologie

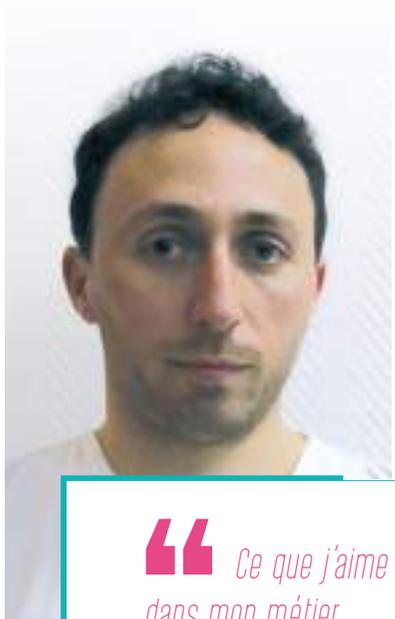
MANIPULATEUR RADIO, DAVID DIAFERIA FAIT PARTIE DE L'ÉQUIPE QUI PILOTE LES TROIS IRM DU CHU. IL RACONTE LE QUOTIDIEN DE CELLES ET CEUX QUI SONT AU PUPITRE DE COMMANDES MAIS AUSSI AU CONTACT DES PATIENTS ET DE NOMBREUX PROFESSIONNELS HOSPITALIERS.

Voilà neuf ans que David Diaferia travaille comme manipulateur radio au CHU. Ce Dijonnais d'origine, 32 ans aujourd'hui, a appris le métier à l'Institut de formation aux carrières de santé (IFCS) Esquirol, à Lyon. « **La formation associe des savoir-faire proches de ceux des infirmiers – pose de perfusions ou de pansements, prélèvements sanguins... – et des compétences techniques en imagerie.** » David Diaferia est affecté aux trois IRM de l'établissement (urgences, hôpital François-Mitterrand et hôpital d'enfants). « **J'accueille, du coup, des patients d'âges différents, qui viennent pour des besoins variés, du trauma-**

tisme au cancer. » Sa mission : prendre en charge les patients en salle d'attente, une fois qu'ils sont passés par le secrétariat, les installer dans la cabine où ils se déshabillent, les soumettre à un questionnaire destiné à déceler d'éventuelles contre-indications. Puis poser les perfusions qui permettront d'injecter le produit de contraste. Et surtout, avant de conduire le patient à la machine : expliquer et rassurer. « **Nous avons un rôle pédagogique important. L'IRM fait encore peur à certains patients, qui redoutent l'examen et aussi bien sûr le résultat. Il faut essayer de les détendre un peu, même si on n'a pas beaucoup de**

temps- environ 45 minutes tout compris. » Les enfants ne sont finalement pas les plus difficiles à prendre en charge : **« Nous leur proposons de regarder leur dessin animé favori, et ils se laissent faire en général ! »** Mais, pour les plus réticents, un collègue de David est formé à l'hypnose, qui semble efficace. Et à défaut, heureusement rarement, il faut recourir à l'anesthésie générale.

DES MACHINES ULTRA-PERFORMANTES QUI SE PERFECTIONNENT SANS CESSER



“ Ce que j’aime dans mon métier, c’est l’alliance entre le médical et la technique ”

David Diaferia se place alors aux commandes et effectue l’examen. **« Les IRM d’aujourd’hui sont des machines ultra-performantes, avec une grande variété de réglages possibles selon les cas, permettant d’obtenir le meilleur résultat. »**

Le manipulateur radio n’est pas habilité à transmettre les informations de santé aux patients qu’il accueille. **« Mais nous voyons bien la pathologie dont ils souffrent. C’est le plus dur dans ce métier : voir défiler les cas, qui sont généralement autant de mauvaises nouvelles. D’où l’importance d’être dans une équipe soudée, souriante, qui donne la force psychologique d’affronter la réalité quotidienne. »** En l’occurrence, l’équipe qui pilote les IRM compte 25 personnes.

« Ce que j’aime, dans mon métier, c’est l’alliance entre le médical et la technique. Le fait de chercher toujours à obtenir la meilleure image. Et puis l’évolution technologique spectaculaire des appareils. Enfin, le manipulateur radio travaille en lien étroit avec un grand nombre de professionnels du CHU : anesthésistes, chirurgiens, radiologues et internes en radio, secrétariats médicaux et ASH, le transport des patients, les médecins des différents services qui nous envoient des patients. Autant d’interactions qui sont motivantes ! »

Le saviez-vous ?

Le pôle imagerie réunit un total de plus de 80 manipulateurs radios, qui permettent le bon fonctionnement des équipements du pôle à savoir : 3 IRM, 3 scanners, 3 salles de radiologie interventionnelle, ainsi que la radiologie conventionnelle adulte et pédiatrique. Les prises en charge sont assurées 7j/7 - 24h/24 au bénéfice des patients de l’agglomération dijonnaise, de la région Bourgogne, mais également au-delà (Haute Marne).



Atelier mécanique

BLOC OPÉRATOIRE POUR VÉHICULES

L'ATELIER
MÉCANIQUE
DU CHU ASSURE
L'ENTRETIEN
ET LA RÉPARATION
DE TOUTE
LA FLOTTE
DE VÉHICULES
DE L'HÔPITAL.
MAIS PAS
SEULEMENT.

Impossible d'affirmer qu'on est à l'hôpital quand on pénètre dans le service que dirige Frédéric Oudot ! Car ici ce ne sont pas de patients dont on prend soin, mais de voitures. « **Notre atelier est en tous points similaire à celui qu'on trouverait dans une concession ou un garage automobile** », assure le responsable de l'atelier mécanique.

« **Cet atelier est dédié à la maintenance de l'ensemble des véhicules du CHU, précise Sylvain Bassard, responsable adjoint des services logistiques aux côtés de Clément Dentraygues. Soit une flotte de 125 véhicules, du vélo qu'utilisent nos coursiers aux 12-tonnes de la blanchisserie en passant par nos 12 véhicules d'urgence.** »

L'équipe comprend, outre le responsable, trois mécaniciens, un coursier et un apprenti issu de l'École des métiers Dijon métropole qui travaillent cinq jours sur sept pour assurer l'entretien des véhicules et les réparations quand elles sont nécessaires.

« **Disposer d'un atelier interne au CHU, c'est garantir une intervention rapide, en proximité**, explique Frédéric Oudot. **D'ailleurs des hôpitaux de la région, qui n'ont pas de garage, commencent à faire appel à nos services.** »

UN ATELIER INNOVANT ET HAUTEMENT COMPÉTENT

Car l'atelier mécanique du CHU est reconnu pour son savoir-faire en matière de véhicules d'urgence.

« Nous avons l'habitude de ces véhicules, qui nécessitent des compétences spécifiques car ils embarquent du matériel médical et sont équipés de gyrophares et de sirènes, précise Olivier Michaux, responsable adjoint de l'atelier. Ce sont des véhicules qui doivent être traités dans les plus brefs délais quand ils nous arrivent, et pour lesquels il n'y a pas droit à l'erreur ! »

Mais l'atelier n'est pas qu'un simple garage automobile. Pendant la crise sanitaire, c'est ici qu'a été conçue la bulle de transport des patients atteints de Covid adaptée à l'hélicoptère – une innovation remarquée qui est, depuis, entrée dans le catalogue du constructeur Airbus ! Quand la direction du CHU réfléchit à l'évolution et au verdissement de solutions de mobilités, elle consulte les responsables de l'atelier, sur des questions comme l'adaptation des véhicules à l'éthanol, le passage de la flotte à l'hybride ou à l'électrique ou la mise en place d'une navette autonome pour desservir les parkings-relais.

VOUS AVEZ DIT INNOVATION ?



Toujours prêtes à relever des défis et à apporter leur soutien aux professionnels de terrain, les équipes de l'atelier mécanique ont récemment permis au groupe de travail de SDD (soins de soutien au développement des bébés nés prématurément) de mener à bien un projet remontant à près de 2 ans. L'objectif ? Transférer des bébés encore fragiles du 1^{er} au 8^e étage de l'Hôpital d'enfants dans les bras d'un parent... C'est désormais possible grâce au fauteuil conçu par notre équipe de choc ! Confortablement installé, le parent fait obstacle aux secousses de l'ascenseur, aux aspérités des sols... Le bébé ressent ainsi moins de désagréments, tout en conservant le contact rassurant du peau à peau avec son parent.

La Recette de nos chefs

Il y a quelques mois, le CHU proposait une exposition colorée et gourmande, pensée comme un clin d'œil de remerciements à tous les métiers de la restauration, si présents auprès des équipes hospitalières lors de la première vague de la COVID en 2020. Aux côtés de chefs de plusieurs restaurants du territoire, trois cuisiniers de l'établissement étaient également invités à proposer une recette coup de cœur. Rencontre avec l'un d'entre eux :

Romain Millet qui œuvre depuis une dizaine d'années dans les cuisines du CHU.



BALLOTTINE DE **CUISSE DE POULET** **AU COMTÉ, ASPERGES** ET **CHORIZO**, PURÉE DE **VITELLOTTE**

La CHUette : Comment avez-vous choisi la recette que vous avez proposée pour l'expo des chefs ?

Romain Millet : « Pour moi, le poulet est symbolique du plat du dimanche en famille et accessible à tout le monde. Les asperges, car c'était la saison et le chorizo pour relever l'ensemble ! C'est une création, je ne l'avais jamais faite. »



Cette recette vous fait envie ? RDV sur le site Internet du CHU pour la découvrir !

Et rendez-vous ici pour découvrir l'ensemble des recettes de l'exposition :
<https://urlz.fr/Uyy>



Romain Millet

évoque son parcours...

“

Natif du Jura, j'ai passé mon bac pro à Dijon, j'ai travaillé en restauration privée puis à l'hôpital, je connais bien le secteur privé et le public.

”

La CHUette : Pourquoi avoir choisi ce métier ?

Romain Millet : « Comme beaucoup de cuisiniers je suis gourmand, j'ai en tête les repas cuisinés par ma grand-mère et mon papa le dimanche. C'est un métier où on peut toujours trouver de nouvelles saveurs, il y a beaucoup de possibilités, mais il faut faire attention à l'équilibre, c'est important. »

La CHUette : Le repas est un moment de réconfort dans la journée du patient, êtes-vous conscient de l'importance de votre mission ?

Romain Millet : « Quand j'ai postulé à l'hôpital, les repas avaient une mauvaise réputation, or je me suis rapidement rendu compte que l'on a beaucoup de possibilités ! Tout est fait sur place, contrairement à d'autres hôpitaux qui sous-traitent. C'est une chance d'avoir cette opportunité, de plus nous avons un espace de liberté pour créer de nouvelles recettes, notamment pour les menus à thèmes. C'est un domaine où je suis très investi. Cette liberté permet de sortir de la routine pour le patient. Je pense qu'il apprécie de manger un poulet tandoori maison, à l'hôpital ce n'est pas banal ! Oui, la personne malade reste très présente dans notre quotidien. »

La CHUette : Avec toute cette motivation, quels conseils donneriez-vous à un jeune qui veut faire ce métier ?

Romain Millet : « Il faut bien se renseigner, car c'est un métier difficile : on ne compte pas ses heures, on travaille quand les autres s'amuse. La cuisine ce n'est pas un métier, c'est une vocation. Si on aime cuisiner, alors il faut se lancer. Les difficultés se réduisent de jour en jour, c'est un beau métier ! »

La CHUette : Quel est votre chef français préféré ?

Romain Millet : « Il y en a deux, Jean-Paul Jeunet, chef étoilé à Arbois en retraite maintenant. Il a contribué à ma motivation. Et surtout Pierre Gagnaire, qui incarne le calme et l'humilité. C'est un magicien : quand il touche une assiette, il a des pouvoirs ! »

La CHUette : Êtes-vous plutôt sucré ou salé ?

Romain Millet : « Comme beaucoup de cuisiniers, je suis un mauvais pâtissier. Je préfère préparer le plat principal. »

La CHUette : Et si vous étiez un plat, ce serait ?

Romain Millet : « J'aime beaucoup le fromage aussi, donc ce serait un poulet à l'époisses ! »

oui, prendre soin de votre santé, c'est aussi *assurer* celle de tous

- ✓ Remboursement des soins en 48h⁽²⁾ et suivi en temps réel sur l'appli
- ✓ Lunettes et prothèses dentaires prises en charge à 100%⁽³⁾
- ✓ Assistance psychologique et d'autres services pour prendre soin de votre santé (coaching tabac⁽⁴⁾, coaching nutrition⁽⁴⁾, etc.)

A partir de
7,40€⁽¹⁾
/mois

Ensemble, prenons soin de demain

3233 Service gratuit + prix appel

macsf.fr

Pour en savoir plus, flasher ce code



PUBLICITÉ

(1) Exemple de tarif pour un infirmier hospitalier de 21 ans en formule générique. Tarif valable la 1^{ère} année d'adhésion pour une souscription jusqu'au 30/04/2023.
 (2) En cas de télétransmission et 72h dans les autres cas, à réception des données de votre caisse ou de votre demande complète de remboursement (hors délais bancaires).
 (3) Pour les équipements ou prestations relevant du 100 % santé et sous conditions contractuelles.
 (4) Tabac/alimentation : via une plateforme médico-sociale (suivi sur une période de 6 mois et jusqu'à 5 appels).
 Stress : traité dans le cadre d'un accompagnement psychologique. Document commercial à caractère non contractuel, pour de plus amples informations, vous référer aux conditions générales ou aux notices d'information.
 MACSF assurances - SIREN N°775 665 631 - MACSF prévoyance - SIREN N°784 702 375 - Sociétés d'assurances mutuelles - Entreprises régies par le Code des Assurances. Sièges sociaux : Cours du Triangle, 10 rue de Valmy 92800 PUTEAUX. Adresses postales : 10 cours du Triangle de l'Arche - TSA 70400 - 92919 LA DEFENSE CEDEX. Association souscriptrice : A.L.A.P - Siège social : 11, rue Brunel, 75017 Paris. 22_284 - 04/2022 Création : dps - Crédits photos : Adobe Stock, Ari Rossner

PARTENAIRES



Efficace et solidaire

BOURGOGNE
FRANCHE-COMTÉ

DES
AVANTAGES
AU
QUOTIDIEN



COMME 435 000
FONCTIONNAIRES
ET AGENTS DU
SERVICE PUBLIC,
REJOIGNEZ-NOUS !

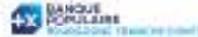
www.acef-bfc.fr

Renseignez-vous auprès de votre Animatrice Régionale CASDEN pour la Bourgogne Franche-Comté :

Aurore MOREAU - 06 48 38 70 49

aurore.moreau@casden.banquepopulaire.fr

en partenariat avec :



LA
SOLIDARITÉ
AU CŒUR DE
NOS VALEURS

ACEF Bourgogne Franche-Comté, Association loi 1901 - sans but lucratif
 11 rue Brunel - 75017 Paris Cedex 13
 BP 20810 DIJON CEDEX - 542 820 RCS DIJON
 CASDEN Banque Populaire, Société Anonyme Coopérative à capital variable
 1, bis rue Jean Wiener - 77420 Champs-sur-Marne - 784 275 778 RCS Meaux.
 Document à caractère publicitaire - Biogratik.fr / mai 2022



UNE PROTECTION SOCIALE COMPLÈTE ADAPTÉE À VOTRE STATUT D'AGENT HOSPITALIER

JUSQU'À
2 MOIS
OFFERTS*

en cas d'arrêt de travail**

COMPLÉMENTAIRE SANTÉ DÉDIÉE AUX AGENTS HOSPITALIERS

- Une allocation de compensation en cas d'arrêt de travail**
- Des niveaux de couverture modulables
- Un service d'assistance psychologique 24h/24 et 7j/7

Pour plus de renseignements, rendez-vous dans l'une de vos agences de DIJON :

- 1 place François Rude
Tél. 03 80 44 94 04
Du lundi au vendredi
de 9h à 12h30 et de 13h30 à 18h
- 17 place Darcy, 1 boulevard Sévigné
Tél. 03 80 44 12 12
Du lundi au vendredi
de 9h à 12h et de 14h à 18h

aesio.fr

* Voir conditions et règlement en agence ou sur aesio.fr. ** Voir documentation contractuelle de la garantie.

AÉSIO mutuelle, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité, immatriculée sous le n° 775 627 391 dont le siège social est 4 rue du Général Foy 75008 PARIS. Assureur de la garantie assistance : IMA ASSURANCES, société anonyme au capital de 7 000 000 euros entièrement libéré, entreprise régie par le Code des assurances, dont le siège social est situé 118 avenue de Paris CS 40000 79033 Niort Cedex 9, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Niort sous le numéro 481 511 632. Ne pas jeter sur la voie publique. Document non contractuel à caractère publicitaire. Imprimeur : CHU DIDON - © Getty Images. 21-005-006



PARTENAIRES

ACCOMPAGNER LES AGENTS DU
SECTEUR PUBLIC DANS LEURS PROJETS,
C'EST ÇA ÊTRE À LA
HAUTEUR DE NOS CLIENTS.

**BANQUE FRANÇAISE
MUTUALISTE**

LA BANQUE DE CHAQUE AGENT DU SECTEUR PUBLIC

Banque Française Mutualiste - Société anonyme coopérative de banque au capital de 179 794 404,25 EUR - 324 127 784 RCS Paris, Siège social : 56-60 rue de la Glacière - 75013 Paris.

Société Générale - S.A. au capital de 1 046 405 540 EUR. RCS Paris 552 120 222. Siège social : 29, boulevard Hausmann - 75009 Paris.

RETROUVEZ-NOUS SUR BANQUEFRANCAISEMUTUALISTE.FR ET CHEZ NOTRE PARTENAIRE



A PARTIR DE
0,65 %
TAEG FIXE

De 3 000€ à 30 000€
de 12 à 60 mois

Offre de Prêt Personnel valable du 01/04/2022 au 01/07/2022.
Sans frais de dossier et sans changer de banque sous réserve
d'acceptation après étude de dossier. À l'exclusion de tout
projet professionnel, immobilier ou de regroupement de crédits.

Exemple : Pour un Prêt Personnel de
5 000 € sur 24 mois au taux annuel débiteur
fixe de 1,93% soit un **TAEG fixe de 1,95%**,
le **remboursement s'effectue en**
24 mensualités de 212,55€. Montant
total dû sur la durée du prêt : 5 101,20€.

frais de dossier OFFERTS. Le coût de l'assurance facultative
pour un emprunteur de moins de 65 ans est de 1,13€ par mois à
ajouter à la mensualité soit un taux annuel effectif de l'assurance
de 1,45€ pour les garanties décès, invalidité et un montant total
dû de titre de l'assurance sur la durée du prêt de 75,12€ (au-
delà de 65 ans, sous conditions). Offre de prêt personnel valable
du 01/04/2022 au 01/07/2022 sans frais de dossier et sans
changer de banque sous réserve d'acceptation après étude du
dossier. À l'exclusion de tout projet professionnel, immobilier ou
de regroupement de crédits. Le TAEG et la mensualité dépendent
du montant emprunté et de la durée de remboursement : De 12 à
18 mois : TAEG fixe de 0,65% / de 26 à 48 mois : TAEG de 1,93%
/ de 54 à 60 mois : TAEG fixe de 2,95%. Délai de rétractation de
14 jours. Casse de Crédit Municipal de Bourgogne, Établissement
Public Administratif de crédit et d'aide sociale régi par les articles
L594-1 et suivants de code monétaire et financier dont le siège
social est situé 29 rue du Minot - CS91225 - 21004 BORDOGNE
CEDEX GREEN 243306367. Matricule en assurance et mandataire
d'intermédiaire d'assurance inscrit à l'ORIAS n°08043998.

**UN CRÉDIT VOUS ENGAGE ET DOIT ÊTRE REMBOURSÉ.
VÉRIFIEZ VOS CAPACITÉS DE REMBOURSEMENT AVANT
DE VOUS ENGAGER.**

Contact :

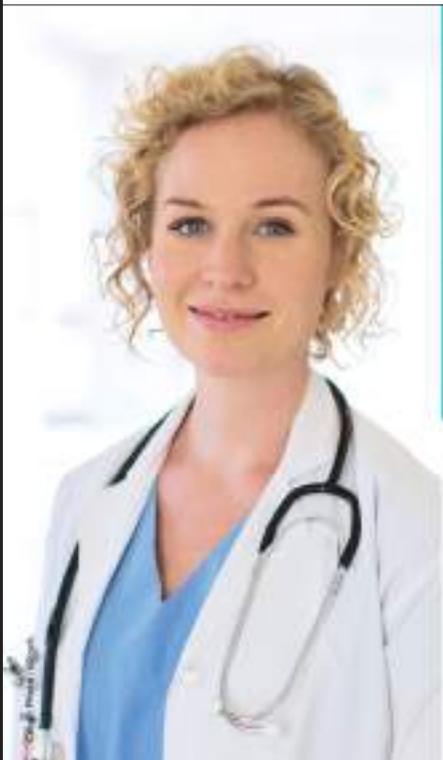
03 80 44 11 20

1, Place de la République, 21000 DIJON

agnacedijon@cmps.fr

www.creditmunicipal-bourgogne.fr

PARTENAIRES



On soigne mieux l'esprit libre

De la constitution d'un patrimoine professionnel
et personnel, jusqu'à sa réalisation, les conseillers
CMPs mettent tout en œuvre pour permettre
à chacun de réaliser ses projets.

Crédit Mutuel
Professions de Santé

Dijon - Chalon-sur-Saône

1 avenue de la Découverte - 21000 Dijon

6 B rue Olivier Messiaen - 71000 Chalon-sur-Saône

Tél. : 03 80 63 21 67 - Courriel : 02571@creditmutuel.fr

mgas

MUTUELLE | SANTÉ | PRÉVOYANCE | SERVICES

Je choisis la mutuelle qui prend soin de moi

La Mutuelle Générale des Affaires Sociales vous propose une offre santé et prévoyance adaptée aux agents hospitaliers ! Cette protection complète est en partie le fruit d'un recueil de besoins réalisé auprès d'un panel d'agents du corps médical (infirmière), aide soignante, brancardier et d'étudiants paramédicaux. Partenaire de nombreux établissements hospitaliers, son lien avec les Etablissements Publics de Santé-Mutuelle est ancré dans ses valeurs mutualistes tout comme sa qualité de service exemplaire.



REMBOURSEMENTS RAPIDES

2 jours en moyenne



DISPONIBILITÉ
via un conseiller en local



DE NOMBREUX DISPOSITIFS
pour les personnes fragiles

07 86 84 37 75
celine.grivelet@mnh.fr

Gaëlle LALROIX

06 37 13 68 77
gaelle.lalroix@mnh.fr

PARTENAIRES



Protéger les professionnels de la santé
et du social, tout simplement

Première mutuelle
affinitaire des
professionnels
de la santé
et du social.

Créée il y a plus de 60 ans,
la MNH vous accompagne,
vous, hospitaliers au
quotidien, grâce à des
solutions qui répondent à
vos préoccupations : santé,
maintien de salaire, accidents,
perte d'autonomie, décès.



Pour plus d'informations, contactez

Céline GRIVELET - Attachée commerciale
07 86 84 37 75 - celine.grivelet@mnh.fr

Restons en contact !



mnh.fr

LE CLIN D'ŒIL DU MOMENT

*Opération d'hélicoptère
des matériaux de construction
et structures de la future
hélistation*



Dijon Bourgogne

CHU DIJON BOURGOGNE

1 bd Jeanne d'Arc - BP 77908 - 21079 Dijon cedex

03 80 29 30 31